



Un parti politique a-t-il droit de regard sur le fonctionnement d'un autre ? La réponse négative semblait couler de source jusqu'à ce que des leaders de certaines formations se croient obligés de réagir pour remettre en question la vague des appels à la candidature de Paul Biya, président national du Rassemblement démocratique du peuple camerounais RDPC.

Pour la prochaine élection présidentielle prévue en principe fin 2018, les camarades de celui qui est par ailleurs président de la République, élu en octobre 2011, n'ont pas cru devoir attendre pour exprimer un vœu qui se décline depuis le début de l'année en motions de soutien et autres déclarations au cours de meetings politiques.

Comme dans ces impressionnantes holà que l'on voit dans les stades de football, les militants et sympathisants du parti au pouvoir se relaient en masse depuis plusieurs semaines pour dire haut et fort à leur leader qu'ils souhaitent le voir continuer le travail. Deux ans théoriquement avant l'échéance, des voix s'élèvent des quatre coins de la République et de la diaspora. Ils ne sont pas seulement militants. Des sympathisants regroupés dans certains corps de métiers ont aussi fait entendre leur appel. Artistes, journalistes... Rien ne semble pouvoir arrêter cette déferlante au sein de laquelle, les plus audacieux vont même jusqu'à demander une anticipation de l'élection en question.

Il ne fallait pas s'attendre à ce que cette activité débordante laisse indifférents les contempteurs du pouvoir RDPC. Certains de ses opposants ont aussitôt entrepris de prendre le contre-pied de cette action. D'abord par des contre-appels, invitant le président national du Rassemblement démocratique du Peuple camerounais à ne pas répondre à l'appel de ses camarades et sympathisants. Puis en s'offusquant publiquement des appels, qui selon eux seraient dénués de légitimité...

Ce n'est pas ce qui pouvait doucher l'enthousiasme contagieux des autres. Résultat : le sujet met en ébullition la scène politique nationale. Avec pour le moment, deux principales positions : celle du Rassemblement démocratique du peuple camerounais connue, affirmée et réaffirmée : Paul Biya sera notre choix pour la prochaine présidentielle, lointaine ou proche. Et celle d'adversaires regroupés au sein d'un collectif comprenant notamment le Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC), le Cameroon People's Party (CPP), une faction de l'Union des populations du Cameroun dite des fidèles (UPC) et l'Union nationale pour l'Intégration vers la solidarité (UNIVERS). Ce regroupement de jeunes partis dont la fougue est bien visible, s'active depuis plusieurs semaines, alléché par la rumeur sur l'éventualité d'une anticipation de la future présidentielle. Rumeur distillée quelques jours avant l'ouverture de la dernière session parlementaire.

Les opposants à la candidature, puisque faut les appeler ainsi, ont multiplié manifestations et mouvements. Ils ont réussi à attirer l'attention, comme lors de cette fameuse réunion dispersée par les forces de l'ordre le 29 mars dernier à Yaoundé. Ils ont même clairement voulu tirer avantage de la dernière actualité autour de l'accueil dans les hôpitaux publics, de la distribution d'eau potable et électricité et de gaz pour espérer susciter un soulèvement populaire avec l'aide d'une partie de la presse locale. Mais la réaction attendue n'a pas suivi, obligeant leurs alliés médiatiques à se dévoiler. Où est le peuple ? a-t-on pu lire- à quelques nuances près- à la une d'au moins deux journaux paraissant à Yaoundé ces dernières semaines...

A côté de ces deux camps connus ou déclarés, la majorité des acteurs de la scène n'ont pas encore fait entendre leur voix. Ainsi du Social Democratic Front (SDF), première force de l'opposition à l'Assemblée nationale, au sénat et dans les collectivités territoriales, dont le silence peut étonner. Mais on aura tôt fait de remarquer que les formations politiques les plus anciennes et les plus expérimentées de la place restent dans une espèce de période d'observation. Plus rompues au corps-à-corps avec la machine RDPC, elles savent mieux que les fougueux aujourd'hui, que l'adversaire en face n'est pas un enfant de cœur. Elles savent que les hostilités lancées par les appels à candidature des militants du RDPC peuvent durer jusqu'à deux ans. Cela explique peut-être leur position en retrait. A moins qu'elles aient décidé de prendre de la hauteur devant l'autre enjeu de l'heure : cette perceptible contestation de la hiérarchie au sein de l'opposition camerounaise. Mais une chose est sûre : les appels à candidature ont ouvert le débat. Et nous voilà déjà dans le vent de la prochaine présidentielle